

# La santé, grande absente des États généraux de l'alimentation, s'émeut un collectif de médecins

● Un collectif d'associations médicales, inquiet de la non-prise en compte du volet santé lors des États généraux de l'alimentation, propose des mesures pour améliorer ou préserver la santé des consommateurs.

« La santé est la grande oubliée des États généraux de l'Alimentation », dénonce un collectif composé de l'Association Santé Environnement France (ASEF), l'association Alerte des médecins sur les pesticides (AMLP) et l'Association médicale de sauvegarde de l'environnement et de la Santé (AMSES-Martinique).

« Nous étions les uniques représentants du monde médical aux ateliers, donc à peu près les seuls à défendre les propositions médicales », déplore le Dr Pierre Souvet, président de l'ASEF et cardiologue à Vitrolles. Alors même que le collectif avait de nombreuses propositions à formuler.

## Former, informer

Tout d'abord, améliorer la formation des médecins à la santé environnementale, insuffisante selon lui. « Comment, dans ces circonstances, un médecin peut-il répercuter l'information aux patients? », s'interroge le Dr Pierre-Michel Perinaud, président de l'AMLP et généraliste à Limoges.

Le collectif réclame également l'instauration de consultations pré-conceptionnelles pour les couples qui désirent avoir un enfant. Pour inciter les femmes à manger bio au moins 2-3 mois avant la grossesse : « Les polluants qui se sont accumulés dans le corps de la femme sont relargués pendant la grossesse, avec une toxicité particulière pour le fœtus au premier trimestre », souligne le Dr Perinaud. Et pour conseiller aux parents de donner une alimentation bio à leurs enfants.

Enfin, le président de l'AMLP s'étonne que « le ministère de la Santé n'impose rien sur la qualité nutritionnelle des aliments, alors que l'industrie agroalimentaire a déjà des normes sanitaires à respecter ».

Selon le Dr Michel Nicolle, généraliste et vice-président de l'AMLP, les États généraux doivent aussi aboutir à « des décisions politiques, d'arbitrage, de cohérence, qui reposeront à la fois sur l'Europe et sur la France ».

## Choix européens

Pour les associations, interdire et retirer du marché européen les produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR 1 et 2) est un impératif. Tout comme aurait dû l'être l'intégration des perturbateurs endocriniens potentiels dans la définition adoptée par l'Union européenne. « Un faisceau d'arguments scientifiques, et non une causalité certaine, est suffisant pour interdire une substance car il faut plusieurs années pour faire la démonstration du risque », souligne le Dr Perinaud. Et d'ajouter : « Nous défendons également une évaluation européenne des pesticides qui s'appuie sur la littérature scientifique comme le fait le Centre International de Recherche sur le Cancer, et non sur les seules données des industriels, et qui dispose de moyens pour mener des contre-expertises. »

Pour le Dr Nicolle, « il faut une mise à plat et une profonde transformation des autorisations délivrées par les agences européennes, garantissant la transparence des études et prenant en compte les effets à long terme et à faible dose ».

Enfin, le collectif réclame la non-ratification du CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement), qui favorise l'importation de denrées ne respectant pas les critères sanitaires français.



Le Dr Perinaud veut des médecins mieux formés à la santé environnementale

## Décisions au niveau national

En France, le collectif revendique une agriculture sans chlordécone aux Antilles, via le redéploiement des cultures sur des terrains non contaminés. Aux assises de l'Outre-mer 2017, l'ASEF a présenté des fiches-action pour un label et une filière « zéro chlordécone ». Les associations réclament un soutien à l'agriculture biologique : instauration du quota de 20 % d'alimentation bio dans les cantines scolaires, maintien des aides et renforcement de la filière bio, et l'obligation de cultiver bio sur les aires de protection des captages pour protéger les ressources en eau.

Enfin, il estime impératif de repenser les systèmes agricoles reposant sur la monoculture et l'utilisation massive des pesticides et de séparer les activités de conseil et de vente de pesticides, pour, en particulier, préserver la santé des agriculteurs.

Stéphany Mocquery